



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 435 – 4 mars 2022

Zoom sur le Rapport 2021 sur le développement économique en Afrique, publié par la CNUCED

La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) [a publié](#) en décembre dernier son *Rapport 2021 sur le développement économique en Afrique*. Cette énième édition a porté sur "la contribution potentielle de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) à une croissance inclusive".

LE CHIFFRE À RETENIR

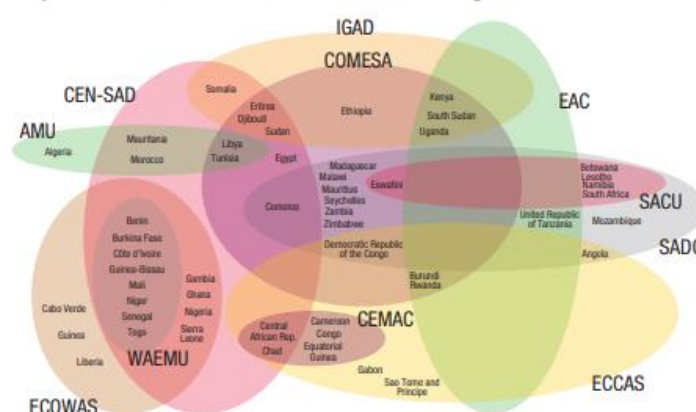
9,2 Mds USD

Le potentiel d'exportation supplémentaire à l'intérieur de l'Afrique pouvant être réalisé grâce à la ZLECAf d'ici 5 ans

Une intégration au sein des communautés régionales inégale

Née à Kigali le 21 mars 2018, la ZLECAf est officiellement entrée en vigueur le 1er janvier 2021. Instaurée à l'initiative de l'Union africaine (UA), **elle est aujourd'hui** signée par 54 Etats africains sur les 55, à l'exception de l'Erythrée, et est ratifiée par 41 pays. Cette vaste zone de libre-échange concerne 1,2 Md de personnes et vise, entre autres : (i) à accroître le commerce intra-africain ; (ii) à mettre en œuvre un développement économique inclusif et durable ainsi qu'à (iii) renforcer l'intégration régionale sur le continent. A ce jour, [l'UA reconnaît 8 Communautés économiques régionales](#) (CER) sur le continent, dont l'intégration reste très inégale. Si certaines CER ont été en mesure **d'établir des accords** commerciaux participant à leur développement, d'autres ont éprouvé des difficultés à développer des zones de libre-échange ou à favoriser une union douanière. En outre, les échanges entre certains pays africains n'étant pas membres de la même CER sont souvent soumis à des droits de douane plus élevés que lorsqu'ils échangent avec des pays hors du continent. Ainsi, l'objectif de la ZLECAf est d'harmoniser les règles commerciales entre et au sein des CER.

Afrique : L'enchevêtrement des accords commerciaux sous-régionaux



Source : CNUCED.

Abréviations : AMU, Arab Maghreb Union (UMA) ; CEN-SAD, Community of Sahelo-Saharan States ; CEMAC, Economic and Monetary Community of Central Africa ; COMESA, Common Market for Eastern and Southern Africa ; EAC, East African Community (CAE) ; ECCAS, Economic Community of Central African States (CEEAC) ; ECOWAS, Economic Community of West African States (CEDEAO) ; IGAD, Intergovernmental Authority on Development ; SACU, Southern African Customs Union ; SADC, Southern African Development Community ; WAEMU, West African Economic and Monetary Union (UEMOA).

Des mesures complémentaires de rendre plus inclusifs les gains issus de la ZLECAf

Selon le rapport, en 2019, les exportations intra-africaines de marchandises ont totalisé 70 Mds USD soit seulement 14,4% des exportations totales du continent. Ainsi, afin d'accroître le commerce régional, la ZLECAf sera mise en œuvre à travers : (i) la suppression des droits de douanes sur 90% des marchandises ; (ii) la libéralisation progressive du commerce des services et (iii) la réduction des barrières non tarifaires. En outre, afin d'œuvrer pour la régularisation des commerçants et entrepreneurs du secteur informel, il est préconisé entre autres la mise en place : (i) de postes frontière à guichet unique pour réduire le temps d'attente ; (ii) de régimes commerciaux simplifiés au niveau continental ; (iii) la libre circulation des personnes. Enfin, selon le rapport, le potentiel d'exportation encore inexploité du continent s'élève à 21,9 Mds USD, soit 43% des exportations intra-africaines. Il indique qu'un potentiel d'exportation supplémentaire de 9,2 Mds USD peut être réalisé grâce à une libéralisation tarifaire partielle dans le cadre de la ZLECAf au cours des 5 prochaines années. L'industrie automobile africaine étant le secteur qui devrait réaliser le plus en profiter (+87 M USD).

En Afrique de l'Ouest, une mise en œuvre plus ou moins avancée selon les pays

En Afrique de l'Ouest (y compris la Mauritanie), à ce jour, 13 pays (sur 16) ont déposé leurs instruments de ratification **l'accord**. Seuls le Bénin, la Guinée-Bissau et le Libéria manquent à l'appel. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire est présentée en exemple dans le rapport pour son engagement pour une ZLECAf inclusive, de par la mise en place en 2018, d'un comité national visant à assurer le suivi et la mise en œuvre de l'accord. Enfin, si **la mise en œuvre de la ZLECAf** est hétérogène dans la zone, certains pays (Sénégal, Togo, Niger, Burkina Faso, Guinée, Côte d'Ivoire) seraient plus avancés en la matière (validation de la stratégie nationale de mise en œuvre, sensibilisation à la ZLECAf, accompagnement du secteur privé...).

Régional

Adoption de la "Vision 2030" de l'OOAS

Fin février 2022, les [ministres de la Santé de la CEDEAO se sont réunis à Accra](#) afin d'adopter le plan stratégique "Vision 2030" de l'Organisation ouest africaine de la santé (OOAS). Celle-ci, dont les objectifs sont : (i) l'accès à une santé inclusive et de qualité pour tous ; (ii) la sécurité sanitaire en cas d'épidémie et ; (iii) le renforcement du cadre institutionnel de l'OOAS, devrait être ratifiées par les Chefs d'Etat de la CEDEAO. Des actions allant dans le sens de la Vision 2030 ont déjà vu le jour, notamment la signature, le 28 février 2022, d'un [protocole d'accord entre l'OOAS et la Mutuelle panafricaine de gestion des risques](#) (ARC) qui permettra d'établir un cadre de collaboration afin d'aider les États de la CEDEAO à mieux planifier, préparer et répondre aux épidémies dans la région, et renforcer la capacité de réponse.

UEMOA : évolution favorable de la conjoncture en janvier 2022

Selon [le bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité économique se maintiennent à un niveau élevé en janvier 2022, reflétant l'évolution positive de la conjoncture dans la zone. Ainsi, l'indicateur du climat des affaires, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, s'est amélioré en moyenne de 1,7 point en glissement annuel (g.a.), plus particulièrement au Bénin (+9,5 en g.a.) et au Sénégal (+8,3 en g.a.). Il a cependant connu un fort recul en Guinée-Bissau (-10,2 en g.a.) et au Mali (-9,6 en g.a.). S'agissant des indices du chiffre d'affaires, celui du commerce a augmenté de 10,8% en g.a. en janvier 2022 et celui des services marchands s'est accru de 8,3% en g.a. Quant à l'indice de la production industrielle, il a progressé de 4,6% en g.a. L'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à 6,5% en g.a. en janvier 2022 (après +6% en g.a le mois

précédent), principalement tirée par l'évolution des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +5,2 pp).

La BAfD s'engage à moderniser le marché financier de l'UEMOA

Le 28 février 2022, la Banque africaine de développement (BAfD) [a accordé](#) un don de 400 K USD en faveur du Dépositaire central/Banque de règlement de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA). Ce montant permettra la création et l'opérationnalisation d'une plateforme numérique pour automatiser la gestion des opérations d'appel public à l'épargne pour le marché financier régional. Ainsi, elle devrait faciliter l'accès des investisseurs aux informations et données d'appel public à l'épargne.

300 M EUR de la BID pour des projets en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Sénégal

Le 13 février 2022, le conseil d'administration de la Banque islamique de développement (BID) [a approuvé](#) 297,7 M EUR de financement en faveur 3 pays en Afrique de l'ouest. Dans le détail : (i) 35,1 M EUR seront attribués à la Côte d'Ivoire pour la phase 3 du Projet d'aménagement hydro-agricole dans les régions du Haut Sassandra et du Fromager ; (ii) 24,3 M EUR à la Guinée pour la phase 2 du Projet de développement de l'enseignement technique et professionnel) ; (iii) 238,2 M EUR au Sénégal pour le projet de construction de l'autoroute Dakar – Saint-Louis (réalisation du tronçon Mékhé-Saint-Louis).

Bénin

Succès de la 1^{ère} émission obligataire de maturité 20 ans sur le marché régional

Le 14 février 2022, le Bénin [a lancé](#) une opération d'émission simultanée d'emprunt obligataire sur le marché financier régional de l'UEMOA pour un montant de 150 Mds FCFA (228,7 M EUR). Cette émission, divisée en 2 tranches à savoir 60 Mds FCFA (91,5 M EUR) sur 15 ans au taux d'intérêt de

5,5% et 90 Mds FCFA (137,2 M EUR) sur 20 ans au taux de 5,85%, était prévue être clôturée le 4 mars 2022, mais a finalement été clôturée par anticipation le 22 février 2022 après avoir mobilisé près de 155,4 Mds FCFA (236,9 M EUR). Il s'agit de la 1^{ère} émission sur le marché financier régional à disposer d'une maturité de 20 ans. De plus, elle a obtenu un taux de rendement inférieur au taux le plus bas actuel du marché pour la maturité de 15 ans.

Mise en place du cadre institutionnel pour le nouveau Compact

Après le Compact Millenium Challenge Account 2 (signé en 2015 et exécuté sur la période 2017-2022), le Millenium Challenge Corporation (MCC) [a retenu](#) le Bénin pour un nouveau programme de dimension régionale. Ainsi, ce dernier se concentrerait sur des projets dans le secteur des transports afin de promouvoir l'intégration économique, l'accroissement du commerce dans la sous-région ainsi qu'une meilleure coopération frontalière entre le Bénin et le Niger. Dans cette perspective, le gouvernement béninois a annoncé le 2 mars 2022 la création d'un comité de pilotage et d'une équipe technique de formulation du Compact. Ils seront entre autres chargés de contribuer à : (i) l'identification de projets porteurs ; (ii) la validation avec le MCC des principales composantes du Programme d'investissement régional ; (iii) la négociation, puis la signature de l'accord de don.

Relance du Projet de mise en place d'un centre technique agro-alimentaire

Le 2 mars 2022, le gouvernement béninois [a restitué](#) les conclusions d'un diagnostic visant à identifier les raisons de la faible compétitivité des entreprises du secteur agro-alimentaire. Ainsi, il a été relevé le manque de professionnalisme de leurs personnels, le non-respect des bonnes pratiques d'hygiène et de production, ainsi que l'absence d'équipements modernes et performants. Dans sa volonté d'accompagner ces entreprises, le gouvernement a missionné un groupe de travail pour actualiser les études de faisabilité sur le

Centre technique agro-alimentaire qui sera chargé d'appuyer le développement du secteur.

🍷 Burkina Faso

Hausse de la production d'or (+7,6%) et de zinc (+9%) en 2021

La production d'or au Burkina Faso au cours de l'exercice 2021 se serait établie à 66,9 tonnes d'or, soit une progression de 7,6% par rapport à 2020. Cette hausse se justifie d'une part, par le pic de production enregistrée de la mine d'or de Sanbrado (entrée en production en 2020) et d'autre part, par l'accroissement de la production d'autres sociétés, voulant profiter de la hausse du cours de l'or. De même, la production de zinc a enregistré une progression de 9% en 2021 pour s'établir à 166,3 K tonnes. Cependant, la production d'argent a pour sa part enregistré une diminution de 11,1% pour s'établir à 8,9 tonnes en 2021. Pour rappel, en 2020, l'or comptait pour plus de 80% des exportations du Burkina Faso.

Accord entre la SN CITEC et RIDHA-BF pour l'approvisionnement en huile "made in Burkina"

La Société Nouvelles Huilerie et Savonnerie Citec (SNCitec), filiale du groupe français Géocoton, a annoncé récemment la signature d'un protocole d'accord avec le Réseau des importateurs et distributeurs de l'huile alimentaire du Burkina Faso (RIDHA-BF), pour la fourniture d'huile de coton raffinée alimentaire "made in Burkina". Cet accord permettra de sécuriser une offre de qualité au titre de stock refuge et de répondre aux fortes hausses de prix à l'importation d'huile alimentaire. A noter que, dans le cadre du Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (PACAO), financé par l'Union européenne, l'Association burkinabè pour le management de la qualité (ABMAQ) accompagne une vingtaine d'huileries sur 3 ans, dans la mise en œuvre du volet qualité, à hauteur de 150 M FCFA (229 000 EUR).

🍷 Côte d'Ivoire

50 M EUR de la BIDC en faveur du PNIA 2018-2025

Le 24 février 2022, le Ministre de l'Economie et des Finances et le Vice-président de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) ont signé un accord de financement de 33 Mds FCFA (50,3 M EUR) pour soutenir le Programme national d'investissement agricole (PNIA) 2018-2025. L'accord porte notamment sur le financement du Pôle agro-industriel dans le Nord (2PAI-Nord) et la construction d'une digue de retenue d'eau pour l'irrigation de parcelles rizicoles sur le site de Sangola à M'Bengué. Spécifiquement, ces projets visent 3 objectifs, à savoir : (i) le soutien à la durabilité des filières avec l'adaptation aux effets du changement climatique ; (ii) l'amélioration de la compétitivité ; (iii) le renforcement du développement des chaînes de valeurs et de la mini-industrialisation.

Inauguration d'un centre de gestion de l'électricité sur financement de la BEI

Le 25 février 2022, le Premier Ministre a procédé à l'inauguration du nouveau centre de gestion automatique de l'électricité dénommé "Dispatching" qui contribuera à faire de la Côte d'Ivoire un hub énergétique sur le continent. Cette infrastructure, financée par la Banque européenne d'investissement (BEI) pour un montant de 26 Mds FCFA (39,6 M EUR), permettra d'optimiser l'exploitation du réseau, à travers une meilleure gestion des flux d'énergie et une exploitation plus efficiente des ouvrages de production, de transport et de distribution.

🍷 Gambie

Un port sec en perspective pour décongestionner le port de Banjul

L'Autorité portuaire de Gambie (GPA) a annoncé son intention de construire un port sec à Basse, à

L'Est du pays, comme mesure de court terme pour remédier à la congestion du port de Banjul. Cette dernière entraîne actuellement d'importantes interruptions de service et plusieurs compagnies maritimes ont revu ou prévoient de revoir leur nombre d'escales en Gambie. Le port-sec de Basse réduirait de moitié la distance de circulation pour les camions en provenance du Sénégal, du Mali, de Guinée et de Guinée-Bissau.

Guinée

Reprise des opérations de la Banque mondiale

A la suite du coup d'Etat du 5 septembre 2021, la Banque mondiale avait suspendu ses activités en Guinée. Après une évaluation approfondie de la situation du pays, elle [a annoncé](#), le 28 février dernier, reprendre ses activités dans le pays. Selon le Premier ministre guinéen, les prochains financements de la Banque mondiale devraient s'orienter vers des projets d'infrastructures, d'amélioration de la production agricole, de santé, d'éducation ainsi qu'en appui à la décentralisation et à la gouvernance.

Libéria

La compagnie aurifère Hamak Gold admise à la Bourse de Londres

La compagnie aurifère Hamak Gold, opérant au Libéria, a [annoncé](#) le 1^{er} mars 2022 son entrée sur le London Stock Exchange. La compagnie détient deux licences d'exploration, notamment Nimba et Gozohn, qui seraient prometteuses car les zones concernées font l'objet d'une importante activité d'exploitation artisanale, ainsi qu'une option sur cinq autres licences. L'ensemble de ces licences couvrent une superficie totale de 4 965 km².

Mali

Ratification d'un accord de prêt avec la Banque mondiale de 26 M EUR

Le 2 mars 2022, le gouvernement malien [a adopté](#) les projets de texte relatifs à la ratification d'un accord de financement avec l'Association internationale pour le développement (IDA), filiale de la Banque mondiale (BM). Signée le 28 décembre 2021, cette convention, d'un montant de 26 M EUR, porte sur la phase 1 du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest. Il vise particulièrement à accroître le niveau de préparation des pays à faire face à l'insécurité alimentaire et à améliorer la résilience de leurs systèmes alimentaires.

Face aux sanctions de la CEDEAO, le pays exporte son coton *via* la Mauritanie

Pour contourner le blocus imposé par la CEDEAO, le ministre du Développement rural [a procédé au lancement](#), dans la localité de Kati, du 1^{er} convoi, composé de 53 camions, de coton fibre à travers le corridor Nouakchott-Bamako. Ainsi, ce sont 1 600 tonnes de coton qui seront exportés via le Port Autonome de Nouakchott. Habituellement, le coton malien est exporté majoritairement via les ports d'Abidjan et de San Pedro en Côte d'Ivoire. A terme, les autorités maliennes souhaitent répartir le fret sur les ports n'appliquant pas les sanctions de la CEDEAO.

Mauritanie

L'AFD signe plusieurs conventions avec le ministère des Affaires économiques

Le ministre des Affaires économiques et de la Promotion des secteurs productifs et l'Agence française de développement (AFD) [ont signé](#), le 25 février 2022, 4 conventions d'un montant total de 9,75 M EUR. Octroyé sous forme de don, l'enveloppe permettra de financer : (i) un projet d'appui au développement de l'entrepreneuriat (9

M EUR) ; (ii) un appui technique à l'Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Economique (250 K EUR) ; (iii) l'étude de faisabilité d'un projet d'aménagement et d'irrigation dans la zone de Bouhdida, au Brakna (200 K EUR) et (iv) une facilité pour aider le pays dans la définition d'une stratégie énergétique à l'horizon 2050 (300 K EUR).

Signature d'un protocole d'accord entre la SNIM et l'entreprise Emirates Steel

La Société nationale industrielle et minière (SNIM) de Mauritanie et Emirates Steel [ont signé](#) un protocole d'accord, d'une durée de 18 mois, pour une étude de faisabilité concernant la création d'une société commune de production de granulés d'oxyde de fer. Ce projet pourrait aider au développement de l'industrie sidérurgique dans le pays et la région. Selon le Directeur général de la SNIM, la Mauritanie, avec 1,5 Mds de tonnes, dispose des plus importantes réserves de fer sur le continent.

📍 Niger

Adoption de mesures d'urgence face à la hausse des prix des denrées alimentaires

Selon une [communication](#) du gouvernement, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 9,7% en glissement annuel (g.a.) au 4^{ème} trimestre 2021. En outre, en février 2022, le prix du pain a connu une augmentation à certains endroits, du fait de la hausse du prix de la tonne de la farine de blé. Les causes de ce renchérissement des prix sont liées (i) à l'envolée des frais de transports maritimes et terrestres liée à la COVID-19 ; (ii) aux mauvaises récoltes ; (iii) aux mesures d'interdiction d'exporter des céréales vers le Niger prises par certains pays de la sous-région et (iv) à la détérioration de la situation sécuritaire de la sous-région. Face à cette situation, le gouvernement a pris les mesures d'urgence suivantes : (i) le lancement de la distribution gratuite ciblée de 45 K tonnes de vivres aux populations très vulnérables ; (ii) la vente à prix

modéré de 80 K tonnes de vivres aux populations moyennement vulnérables ; (iii) le renforcement des quantités de vivres initialement prévues par le plan de soutien de 5 K à 15 K tonnes pour le mois de mars et de 10 K tonnes à 20 K tonnes pour le mois d'avril.

Attribution de marchés de réhabilitation et d'entretien du corridor transsaharien

Deux marchés publics, sous financement Banque Mondiale, [ont été attribués](#) pour les travaux de réhabilitation et d'entretien pluriannuel du corridor transsaharien pour un montant total de 72,4 Mds FCFA (110,4 M EUR). Les marchés, attribués suite à un appel d'offres ouvert international avec préqualification, d'un montant de 34,1 Mds FCFA (52,4 M EUR) et de 38,2 Mds FCFA (58,7 M EUR) ont été accordés respectivement à la société China First Highway Engineering (CFHEC) et au groupement d'entreprises Société United Aviation Services Limited (UNASEL) et BABATI.

📍 Sénégal

Suspension des droits de douane sur l'huile, le sucre et le riz

Pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires, le gouvernement [a annoncé](#), le 24 février 2022, la diminution des prix de l'huile (-8,3%), du sucre (-4%) et du riz (-8,3%), justifiée par une suspension des droits de douane sur ces différents produits. En outre, une subvention de 32 FCFA par kg de riz paddy sera accordée aux producteurs dans le but de soutenir la production locale. Selon le gouvernement, le coût budgétaire engendré par ces mesures est estimé à 50 Mds FCFA (76,2 M EUR).

Togo

14 M EUR de la BAfD pour la mise en œuvre de la feuille de route "Togo 2025"

Le 17 février 2022, le Ministère de l'Economie et des Finances togolais et la Banque africaine de développement (BAfD) ont procédé à la signature de 2 accords de financement pour un montant de 14,3 M EUR afin d'accélérer la mise en œuvre du plan quinquennal "Togo 2025". Dans le détail, le 1^{er} accord, d'un montant d'environ 13,2 M EUR, porte sur le Projet d'appui à la gouvernance et au développement du secteur privé qui vise, entre autres, le renforcement de la mobilisation de ressources internes, la gestion de la dette publique et la transparence de la chaîne des dépenses. Le 2nd accord, d'un montant de 1,1 M EUR, porte sur le Projet d'appui à la promotion des investissements et au développement des Partenariats public-privé (PPP), avec notamment la mise en œuvre d'un cadre d'échanges régulier public-privé. Il permettra également d'appuyer l'organisation du forum des investisseurs.

Inflation à +7,5% en g.a. en janvier 2022

Selon l'Institut national chargé de la statistique, le taux d'inflation s'est établi à 7,5% en glissement annuel (g.a.) au mois de janvier 2022, contre +6,1% le mois précédent. La hausse des prix a été tirée principalement par celle des produits alimentaires (+17,8% en g.a.), en lien avec l'augmentation des prix des pains et céréales (+22,2% en g.a.) et des légumes (+26,5% en g.a.). Toutefois, cette hausse a été atténuée par la baisse des prix de l'enseignement (-3,6% en g.a. et de la santé (-0,6% en g.a.).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international